

Initiatives ministérielles

Si nous choisissons les gagnants et les perdants, et je tente désespérément de ne pas nommer les Lavalin, Bombardier et tous ceux de l'industrie aérospatiale, quelle part du marché ces entreprises seraient-elles allées chercher si l'État ne les avait pas soutenues et si elles avaient dû se débrouiller toutes seules?

Ceux qui profitent de cette situation, ce sont les actionnaires de Bombardier et Lavalin. Les contribuables, ceux qui gagnent 10 \$ l'heure, n'en retirent pas un cent.

[Français]

M. Yves Rocheleau (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, je voudrais demander à mon collègue d'Edmonton-Sud-Ouest s'il considère qu'à l'intérieur du rapport qui a été présenté par le Comité permanent de l'industrie, l'effort qui est recommandé au gouvernement en termes de support à la nouvelle économie basée sur la haute technologie, basée sur les brevets d'invention, basée sur la recherche et le développement, sur les transferts technologiques, et où on sait ce qui la caractérise par ailleurs face aux banquiers, c'est qu'il y a peu de garanties tangibles qui sont données en contrepartie des prêts effectués par le banquier. On sait que c'est un problème, face à ceux qui ont de l'imagination, et c'est par ailleurs l'économie de demain.

Je voudrais savoir de la part de mon collègue s'il considère que le rapport va assez loin dans ce domaine?

[Traduction]

M. McClelland: Monsieur le Président, ce rapport est un premier pas timide dans cette direction. En fait, personne ne sait exactement comment aborder cette question. La modification possible de la Loi sur les prêts aux petites entreprises de façon à inclure le fonds de roulement contribuerait beaucoup à régler ce problème.

Ce point a donc été abordé timidement dans ce rapport—timidement, car je suis sûr que la plupart des gens sont quelque peu indécis sur la question de savoir jusqu'où nous devrions aller.

Si vous le permettez, j'aimerais vous dire rapidement ce sur quoi le ministère de l'Industrie devrait se concentrer. Nous devrions essayer d'établir et de maintenir une culture qui récompense l'esprit d'entreprise, l'innovation et la recherche et qui assure un marché égal pour tous, axé sur la concurrence et honnête.

Mme Brenda Chamberlain (Guelph—Wellington, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de participer à ce débat qui porte sur un des aspects les plus importants de la société canadienne. Le gouvernement a reconnu que notre avenir réside dans la petite entreprise.

C'est elle qui crée la majorité des emplois, qui stimule l'économie et qui fournit du travail à des millions de Canadiens. Dans Guelph—Wellington, comme partout ailleurs, lorsque la petite entreprise va bien, tout va bien.

• (1625)

J'ai moi aussi eu une petite entreprise. Je suis enthousiasmée par ce que fait le gouvernement pour aider les petites et moyennes entreprises de ma circonscription de Guelph—Wellington et de tout le Canada. Je peux vous dire, monsieur le Président, que mes électeurs sont enthousiastes également.

J'aimerais parler un peu des compétences professionnelles et de leur importance pour l'amélioration de la compétitivité et pour la croissance, dans la petite et moyenne entreprise. J'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux entrepreneurs et gestionnaires de ma circonscription. Ils sont très optimistes quant à leur avenir. Ils croient qu'il est bon. Ils ont survécu à la récession et à la TPS. Ils veulent l'aide du gouvernement pour réussir. Cependant, il faut que le gouvernement réduise la bureaucratie.

On me l'a répété maintes et maintes fois: «S'il vous plaît, ne nous soumettez pas à tant de contraintes bureaucratiques.» Les petites entreprises ne peuvent pas surmonter cet obstacle. Le gouvernement va faire quelque chose dans ce domaine.

Cependant, ils veulent que le gouvernement offre des programmes qui favorisent leur succès. Pour cela, ils comptent sur nous. Nous pouvons aider le propriétaire de petite entreprise qui veut prendre de l'expansion en lui fournissant les travailleurs compétents dont il a besoin pour soutenir la concurrence dans un monde en évolution rapide.

Guelph—Wellington a l'une des meilleures forces ouvrières du Canada et un des taux de chômage les plus bas au pays. Malgré tout, il s'y trouve quelques chômeurs et ils veulent travailler. Il y a encore des gens dans Guelph—Wellington qui reçoivent des prestations d'assistance sociale et qui préféreraient travailler. Il y a également des milliers de travailleurs non qualifiés ou sous-qualifiés qui pourraient contribuer s'ils avaient les compétences requises. Il faut qu'ils puissent les acquérir.

Les chefs d'entreprises de Guelph—Wellington savent ce dont ils ont besoin pour réussir. Notre économie repose sur les PME. En Ontario, 69,7 p. 100 des entreprises emploient moins de 5 personnes. Chacune de ces entreprises a des besoins uniques, mais le gouvernement peut les aider.

Auparavant, nous consacrons trop de temps à donner aux gens des compétences qui n'étaient pas nécessaires. Nous avons besoin maintenant de programmes de formation souples, de formation en cours d'emploi pour laquelle l'employeur accorde le temps nécessaire ou une aide financière; ou encore de cours en salle de classe dans des établissements spécialisés. Dans ma circonscription, les gens d'affaires sont prêts à aider les travailleurs à se perfectionner car ils veulent que leur communauté et, qui plus est, le Canada tout entier, ait la main-d'oeuvre la plus perfectionnée afin que nous puissions faire face à la concurrence mondiale.

Il faut que nous formions les gens pour occuper les emplois qui existent déjà ou qui existeront. Le monde des affaires doit faire